

Liberation

Interview de Jean-Claude Guédon par Sylvestre Huet,

le 4 octobre 2013

Open access: du rêve au cauchemar? L'avis de J-C Guédon

<http://sciences.blogs.liberation.fr/home/2013/10/open-access-du-r%C3%A0ve-au-cauchemar-bis.html>

Ce matin, la revue *Science* révèle que plus de 150 revues en open access (accès libre), sur 304 sollicitées, ont accepté un faux article scientifique concocté par un journaliste. Je relate [dans cette note \(Open access: du rêve au cauchemar\)](#), cette histoire qui met en cause, *a minima*, les revues électroniques reposant sur le paiement par l'auteur massivement créées ces dernières années. Un problème sérieux pour la qualité du système scientifique mondial et la confiance en la science. [L'article de Science est ici.](#)

Pour aller plus loin, voici une interview de [Jean-Claude Guédon, historien et sociologue des sciences à l'Université de Montréal](#), qui fut l'un des signataires de la [Déclaration de Budapest, en février 2002](#), souvent considérée comme l'origine du mouvement en faveur de

l'open access des publications scientifiques. Il réagit à la publication par *Science* d'une enquête montrant les dérives d'une partie de ces revues.

L'open access est-il passé du rêve au cauchemar ?

Jean-Claude Guédon:

L'open access c'était le rêve d'une science accessible à tous, il répondait au cauchemar des revues happées par la commercialisation abusive des publications scientifiques. Ce que vous qualifiez de cauchemar ne concerne qu'une petite partie de l'open access, celle de «voie dorée, avec le système «auteur-payeur». Dès le début, à Budapest, nous avons identifié deux voies principales, pour l'open access, la «verte» et la «dorée». La voie verte concerne l'auto-archivage et les dépôts institutionnels, centralisés (comme HAL en France), thématiques (comme Arxiv en physique), permettant l'accès gratuit et l'usage des articles scientifiques, lors ou peu après publication dans une revue arbitrée par les pairs. Elle touche déjà 2000 dépôts dans le monde (1). Les dérives que documente *Science* ne correspondent qu'à l'un des modèles économique de la seule voie «dorée», celui où l'auteur de l'article scientifique (ou un substitut) paye pour sa publication. En parallèle s'exerce une énorme pression sur les chercheurs par les instances de gestion de la recherche, gouvernementales ou privées, pour qu'ils multiplient les publications, dont le nombre est vu comme un des moyens d'évaluer leur travail. Le rêve est donc toujours là, le libre accès continue de se déployer avec l'extension des obligations de dépôts des articles sur des plates-formes institutionnelles. Mais deux différentes sortes de «petits malins» ont décidé de détourner le modèle économique de l'« auteur-payeur » dans la voie dorée. D'une part des éditeurs prédateurs, ou «rogues journals», parfois dotés d'adresses bidons aux Etats-Unis, ont pollué le système mondial de l'édition scientifique en profitant de l'open access pour faire la publicité de pseudo-revues scientifiques ; d'autre part, il ne faut pas oublier les grands éditeurs, comme Springer qui ont

inventé les revues hybrides, où le chercheur peut payer en amont pour que son article soit en accès libre. Mais l'essentiel de la revue demeure toujours aussi coûteux pour les bibliothèques universitaires, ce qui assure désormais à ces éditeurs une double source de revenus. L'édition scientifique actuelle est prise entre l'attaque du système de confiance qui doit se situer au centre du système de communication scientifique, et une recherche de profits abusifs qui entrave gravement la « grande conversation » scientifique.

Aviez-vous anticipé cela lorsque vous avez rédigé la Déclaration de Budapest ?

Jean-Claude Guédon:

Non, pas du tout. A l'époque, la voie verte nous semblait la moins prometteuse car nous ne voyions pas comment la faire marcher, par exemple sur le plan légal (droit d'auteur). Grâce à Stevan Harnad, cette solution, heureusement, est demeurée vivante et elle est essentielle pour l'open access. La «voie dorée» paraissait alors plus réaliste. Son financement par les chercheurs et leurs laboratoires est très vite apparu comme une solution économique possible. Nous n'avions certes pas anticipé l'émergence de tels éditeurs sauvages et surtout l'ampleur que cela a pris en quelques années avec la création de centaines de revues publiant sans réelle relecture par les pairs. En 2001, nous craignions seulement que les gros éditeurs récupèrent l'idée de l'open access à leur profit, ce qu'ils tentent d'ailleurs de faire..

Quelle importance revêt pour la société ce phénomène inattendu ?

Jean-Claude Guédon:

Il soulève des questions de fond. Si ces revues parviennent à fonctionner au plan économique, et même à faire d'importants bénéfices, c'est que règnent dans nos universités des formes perverses d'incitations à publier, le «publish or perish» où le nombre

d'articles et le facteur d'impact des publications (une mesure d'ailleurs aberrante) sont devenus les seuls moyen d'évaluer les chercheurs. Le chercheur est donc pris dans l'étau d'une compétition générale gérée par le classement de certaines revues – les « core journals ». L'idée des gestionnaires de la recherche c'est qu'il y a là le moyen de tirer la dernière goutte de jus du dernier neurone des chercheurs, mais c'est absurde. Cette stratégie de gestion débouche en outre sur des tricheries, des fraudes, et concourt aussi à l'inflation démesurée des publications scientifiques, sans pour autant déboucher sur l'objectif affiché qui est de gérer la force de travail scientifique de manière optimale. Cette concurrence sauvage suit en fait une logique de jeux olympiques. Si l'on compare les communautés scientifiques aux communautés médicales, on voit aisément que l'obsession de la compétition permet aux Etats-Unis de monopoliser environ la moitié des Nobels de médecine, mais l'espérance de vie dans ce pays se situe autour du 50ème rang mondial. Une gestion par compétition des scientifiques conduit à des résultats analogues. On traite tous les scientifiques comme s'ils étaient des Einstein en puissance alors que la vaste majorité des scientifiques sont heureux de contribuer de la science solide, normale, sans pour autant chercher à subvertir le paradigme régnant (pour utiliser le vocabulaire de Thomas Kuhn). Les revues prédatrices profitent et naissent de ce climat général de concurrence savamment entretenu par de grandes maisons d'édition comme Elsevier (avec Scopus) ou de compagnies privées comme Thomson-Reuters (avec le Web of Science). Des chercheurs paniqués ou pas très éthiques voient dans ces revues un raccourci pour publier et tenter de mener leur carrière. Mais la même logique fait que l'on constate aussi des corrélations positives entre facteur d'impact de revues et nombre d'articles retirés après publication dans ces mêmes revues.

Comment assurer open acces et qualité scientifique ?

Jean-Claude Guédon:

Il faut faire le ménage, par exemple soutenir le travail de [Jeffrey Beall \(Université de Denver, Colorado\)](#) qui tient une liste des éditeurs prédateurs et diffuser cette liste largement; soutenir le DOAJ Directory of open access journals, créé en Suède par Lars Bjornshauge. créer des listes internationales, régionales, voire nationales, des revues de qualité et en exclure les autres. Au fond, si les gouvernements prenaient leurs responsabilités, c'est eux qui devraient financer, sur fonds publics, la publication des articles scientifiques puisqu'ils financent la recherche. Ils pourraient ainsi surveiller (préféablement sur une base internationale) la qualité des vecteurs de communication scientifique. Hélas, leur passivité relative, encouragée par l'intense lobbying des éditeurs, ne laisse d'autre solution que le recours à des fondations pour tenter de financer, un système efficace de contrôle de la qualité scientifique. Incidemment, le contrôle de qualité en vigueur, largement mené à coup de facteurs d'impact, dépend de compagnies privées (encore une fois Thomson-Reuters) mettant en œuvre des procédures opaques, mais personne n'a l'air de beaucoup se soucier du fait que le roi, en fait, est nu. Au final, l'histoire, surtout après la deuxième guerre mondiale, a vu les articles scientifiques publiés de plus en plus par des entreprises commerciales, elles aussi prédatrices (30-40 % de profits dans le cas d'Elsevier, par exemple), ce qui a fait exploser leurs coûts pour les bibliothèques. D'où la riposte des chercheurs et de ces dernières avec l'open access... Nous assistons maintenant à la réaction des maisons d'édition à l'open access, et celle-ci repose essentiellement sur l'appropriation perverse de l'un des modèles économiques de la voie dorée. Se replier sur la solution des éditeurs privés (Elsevier, Wiley...) m'a toujours soulevé la question: du rêve au cauchemar? L'avis de J-C Guédon

Ce matin, la revue *Science* révèle que plus de 150 revues en open access (accès libre), sur 304 sollicitées, ont accepté un faux article scientifique concocté par un journaliste. Je relate [dans cette note \(Open access: du rêve au cauchemar\)](#), cette histoire qui met en cause, *a minima*, les revues électroniques reposant sur le paiement par l'auteur massivement créées ces dernières années. Un problème

sérieux pour la qualité du système scientifique mondial et la confiance en la science. [L'article de Science est ici](#).

Pour aller plus loin, voici une interview de [Jean-Claude Guédon](#), [historien et sociologue des sciences à l'Université de Montréal](#), qui fut l'un des signataires de la [Déclaration de Budapest, en février 2002](#), souvent considérée comme l'origine du mouvement en faveur de l'open access des publications scientifiques. Il réagit à la publication par *Science* d'une enquête montrant les dérives d'une partie de ces revues.

L'open access est-il passé du rêve au cauchemar ?

Jean-Claude Guédon:

L'open access c'était le rêve d'une science accessible à tous, il répondait au cauchemar des revues happées par la commercialisation abusive des publications scientifiques. Ce que vous qualifiez de cauchemar ne concerne qu'une petite partie de l'open access, celle de «voie dorée, avec le système «auteur-payeur». Dès le début, à Budapest, nous avons identifié deux voies principales, pour l'open access, la «verte» et la «dorée». La voie verte concerne l'auto-archivage et les dépôts institutionnels, centralisés (comme HAL en France), thématiques (comme Arxiv en physique), permettant l'accès gratuit et l'usage des articles scientifiques, lors ou peu après publication dans une revue arbitrée par les pairs. Elle touche déjà 2000 dépôts dans le monde (1). Les dérives que documente *Science* ne correspondent qu'à l'un des modèles économique de la seule voie «dorée», celui où l'auteur de l'article scientifique (ou un substitut) paye pour sa publication. En parallèle s'exerce une énorme pression sur les chercheurs par les instances de gestion de la recherche, gouvernementales ou privées, pour qu'ils multiplient les publications, dont le nombre est vu comme un des moyens d'évaluer leur travail. Le rêve est donc toujours là, le libre accès continue de se déployer avec l'extension des obligations de dépôts des articles sur des plates-formes institutionnelles. Mais deux différentes sortes de «petits malins» ont

décidé de détourner le modèle économique de l'« auteur-payeur » dans la voie dorée. D'une part des éditeurs prédateurs, ou «rogues journals», parfois dotés d'adresses bidons aux Etats-Unis, ont pollué le système mondial de l'édition scientifique en profitant de l'open access pour faire la publicité de pseudo-revues scientifiques ; d'autre part, il ne faut pas oublier les grands éditeurs, comme Springer qui ont inventé les revues hybrides, où le chercheur peut payer en amont pour que son article soit en accès libre. Mais l'essentiel de la revue demeure toujours aussi coûteux pour les bibliothèques universitaires, ce qui assure désormais à ces éditeurs une double source de revenus. L'édition scientifique actuelle est prise entre l'attaque du système de confiance qui doit se situer au centre du système de communication scientifique, et une recherche de profits abusifs qui entrave gravement la « grande conversation » scientifique..

Aviez-vous anticipé cela lorsque vous avez rédigé la Déclaration de Budapest ?

Jean-Claude Guédon:

Non, pas du tout. A l'époque, la voie verte nous semblait la moins

Jean-Claude Guédon:

Il soulève des questions de fond. Si ces revues parviennent à fonctionner au plan économique, et même à faire d'importants bénéfices, c'est que règnent dans nos universités des formes perverses d'incitations à publier, le «publish or perish» où le nombre d'articles et le facteur d'impact des publications (une mesure d'ailleurs aberrante) sont devenus les seuls moyens d'évaluer les chercheurs. Le chercheur est donc pris dans l'étau d'une compétition générale gérée par le classement de certaines revues – les « core journals ». L'idée des gestionnaires de la recherche c'est qu'il y a là le moyen de tirer la dernière goutte de jus du dernier neurone des chercheurs, mais c'est absurde. Cette stratégie de gestion débouche en outre sur des tricheries, des fraudes, et concourt aussi à l'inflation démesurée des publications scientifiques, sans pour autant déboucher sur l'objectif affiché qui est de gérer la force de travail scientifique de manière optimale. Cette concurrence sauvage suit en fait une logique de jeux olympiques. Si l'on compare les communautés scientifiques aux communautés médicales, on voit aisément que l'obsession de la compétition permet aux Etats-Unis de monopoliser environ la moitié des Nobels de médecine, mais l'espérance de vie dans ce pays se situe autour du 50ème rang mondial. Une gestion par compétition des scientifiques conduit à des résultats analogues. On traite tous les scientifiques comme s'ils étaient des Einstein en puissance alors que la vaste majorité des scientifiques sont heureux de contribuer de la science solide, normale, sans pour autant chercher à subvertir le paradigme régnant (pour utiliser le vocabulaire de Thomas Kuhn). Les revues prédatrices profitent et naissent de ce climat général de concurrence savamment entretenu par de grandes maisons d'édition comme Elsevier (avec Scopus) ou de compagnies privées comme Thomson-Reuters (avec le Web of Science). Des chercheurs paniqués ou pas très éthiques voient dans ces revues un raccourci pour publier et tenter de mener leur carrière. Mais la même logique fait que l'on constate aussi des corrélations positives entre facteur d'impact de

revues et nombre d'articles retirés après publication dans ces mêmes revues.

Comment assurer open acces et qualité scientifique ?

Jean-Claude Guédon:

Il faut faire le ménage, par exemple soutenir le travail de [Jeffrey Beall \(Université de Denver, Colorado\) qui tient une liste des éditeurs prédateurs](#) et diffuser cette liste largement; soutenir le DOAJ Directory of open access journals, créé en Suède par Lars Bjornshauge. créer des listes internationales, régionales, voire nationales, des revues de qualité et en exclure les autres. Au fond, si les gouvernements prenaient leurs responsabilités, c'est eux qui devraient financer, sur fonds publics, la publication des articles scientifiques puisqu'ils financent la recherche. Ils pourraient ainsi surveiller (préférentiellement sur une base internationale) la qualité des vecteurs de communication scientifique. Hélas, leur passivité relative, encouragée par l'intense lobbying des éditeurs, ne laisse d'autre solution que le recours à des fondations pour tenter de financer, un système efficace de contrôle de la qualité scientifique. Incidemment, le contrôle de qualité en vigueur, largement mené à coup de facteurs d'impact, dépend de compagnies privées (encore une fois Thomson-Reuters) mettant en œuvre des procédures opaques, mais personne n'a l'air de beaucoup se soucier du fait que le roi, en fait, est nu. Au final, l'histoire, surtout après la deuxième guerre mondiale, a vu les articles scientifiques publiés de plus en plus par des entreprises commerciales, elles aussi prédatrices (30-40 % de profits dans le cas d'Elsevier, par exemple), ce qui a fait exploser leurs coûts pour les bibliothèques. D'où la riposte des chercheurs et de ces dernières avec l'open access... Nous assistons maintenant à la réaction des maisons d'édition à l'open access, et celle-ci repose essentiellement sur l'appropriation perverse de l'un des modèles économiques de la voie dorée. Se replier sur la solution des éditeurs privés (Elsevier, Wiley...) m'a toujours semblée une mauvaise idée pour la communication scientifique. Quelle garantie de contrôle de

qualité scientifique pouvons-nous en effet espérer quand celle-ci se conjugue, d'ailleurs malaisément, à la quête acharnée de profits ? L'open access demeure le rêve à poursuivre, mais il faut l'accompagner des moyens permettant d'éviter ses dérives actuelles. (1) ArXiv pour la physique, HAL pour la France... Latindex, Scielo et Redalyc en Amérique latine sont tous des expériences à méditer... La gestion des chercheurs comme le fait l'Université de Liège en Belgique constitue aussi un exemple important pour l'open access. Quant au cauchemar, il précède historiquement l'open access, mais ce dernier fait partie de la solution et non du problème.

► [La note qui relate l'expérience de Science sur l'envoi de faux articles à 304 revues en open access et l'acceptation de publication par 157 d'entre elles.](#)

► [Jeffrey Beall a même découvert que 4 des revues ont carrément publié l'article](#) alors que le journaliste de *Science* leur avait envoyé un mail de rétractation.

Par Sylvestre Huet, le 4 octobre 2013